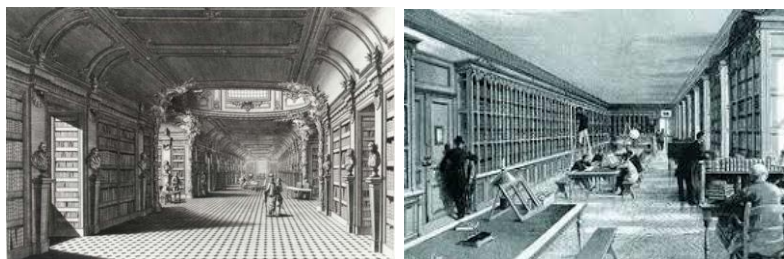




Société Française de  
Finances Publiques

Novembre 2019  
n° 19  
Deuxième année

## *Billet bibliographique*



### « Dans nos bibliothèques au mois d'octobre 2019 »

*Ce Billet bibliographique mensuel, qui est dans sa deuxième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **octobre 2019**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé fin juin, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

**Rejoignez la SFFP en nous renvoyant le Bulletin d'adhésion 2019,  
se trouvant à la dernière page,**

**ou alors en adhérant en ligne**

<https://www.helloasso.com/associations/societe-francaise-de-finances-publiques/adhesions/adhesion-sffp-2019>

## Ouvrages

- \* BAUDU Aurélien, *Droit fiscal*, Gualino, coll. Mémentos, 8<sup>ème</sup> éd., (octobre) 2019, 268 p.  
*Cette 8<sup>ème</sup> édition entièrement refondue est fait pour celles et ceux qui font leurs premiers pas dans l'étude du droit fiscal français ; c'est une aide pour mieux comprendre les problèmes financiers et fiscaux contemporains, et les dernières réformes fiscales conduites par le Gouvernement.*  
*En mêlant l'histoire, la politique, l'économie au droit fiscal, ce livre se propose d'aider les étudiants à mieux comprendre les problèmes financiers et fiscaux contemporains, et les dernières réformes fiscales conduites par le Gouvernement.*  
*Les problèmes financiers et fiscaux abordés seront développés d'une manière intelligible et accessible tout en ayant recours au vocabulaire spécifique à cette matière.*  
*L'ensemble des connaissances nécessaires à la compréhension du droit fiscal français est présenté ici avec de nombreuses illustrations et exemples concrets et est actualisé des plus récentes réformes fiscales.*[présentation de l'éditeur]
- \* CLÉREMBEAUX Joël, *Les règles d'imputation de la dépense dans les collectivités*, Territorial Editions, coll. Les essentiels, (octobre) 2019, 96 p.  
*Un véritable outil permettant d'optimiser les recettes du Fonds de compensation de la TVA ! Dans quelle section imputer la dépense : fonctionnement ou investissement ? Les services financiers sont quotidiennement confrontés à cette question qui ne peut admettre comme seule réponse : "le comptable public est le garant de l'exacte imputation de la dépense". En effet, les enjeux financiers, souvent mal connus, sont importants ; une imputation en section d'investissement donne en effet lieu à une récupération partielle de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée à l'occasion de l'achat de travaux ou de biens, à une inscription au patrimoine de la collectivité et à une possibilité de financement par l'emprunt. Cet ouvrage a pour objet de décrire l'ensemble des règles d'imputation des dépenses du secteur public local et de préciser les notions qui permettent aux ordonnateurs et aux comptables de déterminer l'imputation comptable et budgétaire des dépenses. Il décrit également les outils permettant de transférer certaines dépenses de fonctionnement vers la section d'investissement afin de bénéficier de manière optimisée du fonds de compensation de la TVA pour ces dépenses et dégager de nouvelles marges de manoeuvre financière.* [présentation de l'éditeur]
- \* CPO, *La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique*, La documentation Française, (octobre) 2019, 225 p.  
*Ce rapport est constitué de trois chapitres. Le premier dresse un état des lieux de la fiscalité environnementale, en relevant sa place relativement modeste dans l'ensemble des prélèvements obligatoires et de la part prépondérante des recettes prélevées sur la consommation des énergies fossiles. Le chapitre II traite de l'adaptation de la fiscalité carbone pour répondre aux ambitions renforcées en matière de politique climatique. Le chapitre III analyse les perspectives d'évolution et de développement de la fiscalité carbone en France, l'élargissement de son assiette, son articulation avec les autres instruments fiscaux et non fiscaux, ainsi que les perspectives des négociations européennes et internationales.*
- \* DARAGON Simon, *Service public et droit fiscal*, LGDJ, coll. Biblio. finances publiques et fiscalité, tome 68, (octobre) 2019, 636 p., préface Ludovic AYRAULT  
*L'expansion de l'intervention des personnes publiques dans le domaine économique ainsi que du nombre d'activités de service public confiées à des entités privées a profondément modifié le droit administratif général. La question du traitement fiscal de ces activités s'est alors posée. Or, le législateur fiscal ne tient pas compte du fait que l'activité est de service public pour y répondre. D'ailleurs, lorsque la notion de service public est employée dans les textes fiscaux, elle renvoie à une définition différente de celle retenue en droit administratif général. Le législateur fiscal ne se réfère pas non plus à la distinction entre services publics administratifs et services publics industriels et commerciaux. Cependant, cela ne signifie pas qu'il ne prend pas la mesure de la multiplication des activités de service public : en effet, le régime légal d'imposition, pour appréhender le traitement fiscal d'une activité, la compare avec ce qui existe sur le marché concurrentiel, comme le fait également le droit administratif général lorsqu'il s'agit de déterminer le caractère d'un service public. Ainsi, si la nature de service public d'une activité - au sens du droit administratif général - n'influence pas son traitement fiscal, son caractère - administratif ou industriel et commercial - pourrait, au contraire, permettre son identification. En cela, le droit fiscal rejoint la logique du droit administratif général : accordant peu d'importance à la nature de service public d'une activité, il pourrait être amené à se servir du caractère pour obtenir la solution fiscale.*[présentation de l'éditeur]

## Articles

### A signaler

- Dossier « La réforme de la zone euro, entre parlementarisation des choix et automatisation des règles », *Politeia*, 2019, n° 35 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)
  - Dossier « Réforme du régime de responsabilité financière des comptables publics », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5
  - Actes du 31<sup>ème</sup> colloque du CEFEP, 27 juin 2019, « Acte anormal de gestion », *Revue de droit fiscal*
  - Actes du colloque de septembre 2018, Nantes, « Quel avenir pour les finances locales ? », *RFFP*, n° 148, 2019
  - Dossier « Les tiers-lieux », *RFFP*, n° 148, 2019
- 
- ALHAMA Frédéric, « La soutenabilité des finances locales et les biens publics », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 35
  - ALLEMAND Frédéric, « Les politiques budgétaires des États membres de la zone euro : nationales et communes », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 149 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)
  - ARNAUD-EMERY Alexandra, « Acquisitions de biens et droits ruraux : un florilège de régimes fiscaux de faveur », *Revue de droit rural*, 2019, n° 10, p. 15
  - ASSOULINE Guylaine, « La responsabilité démocratique des comptables publics dans un contrôle de plus en plus automatisé », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 64
  - AYRAULT Ludovic, « Contentieux fiscal. Obligation de communication de documents obtenus de tiers », *Procédures*, 2019, n° 10, p. 44
  - BAHOUGNE Louis, « L'utilisateur et le financement du service public. Pour une approche comportementale », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 93
  - BANGO Ange, « Le dépassement de crédits dans l'exécution du budget au Congo », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 119
  - BARANGER Marie-Christine, « Tiers-lieux : le point de vue des collectivités locales : l'exemple de la Ville de Paris », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 125
  - BARDOT Alexandre, « Analyse de l'arrêt du Tribunal fédéral Suisse du 1er février 2019 en perspective avec la dernière jurisprudence française : évaluation du risque de requalification de résidence fiscale concernant les Français imposés d'après la dépense en Suisse », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 383
  - BAUDU Aurélien, « Les conséquences du droit de l'UEM sur les pouvoirs budgétaires des parlements nationaux », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 203 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● BAUDU Aurélien, CABANNES Xavier et MARTIN Julien, « Chronique semestrielle de jurisprudence fiscale (janvier-juin 2019) », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 189

● BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel et TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques en juillet 2019 », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 133

● BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel et TERRASSE Yves, « Repères sur la gestion et les finances publiques en août 2019 », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 146

● BIN Fabrice, « Surveillance européenne des déficits budgétaires : bilan juridique d'un régime d'exception politique », in E. CARPANO et G. MARTI (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Rennes, PUR, coll. Droits européens, 2019, p. 85 (colloque de Lyon, 12-13 octobre 2017)

● BISSY Arnaud (de), « L'Administration a tout faux : l'usufruit viager est un actif incorporel et il peut être amorti ! » (note sous CE, 24 avril 2019, avec les concl. Anne ILJIC), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 427

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038420445&fastReqId=1104292650&fastPos=1>

● BLANC François, « Essai sur les statistiques publiques », *Droit adm.*, 2019, n° 10, p. 3

● BLANLUET Gauthier et COLLET Martin, « Retour(s) sur l'acte anormal de gestion : évolutions et potentialités », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 391 et COLLET Martin, Ouverture du colloque, *ibid.*, comm. 392 (actes du 31<sup>ème</sup> colloque du CEFEP, 27 juin 2019, « Acte anormal de gestion »)

● BLANLUET Gauthier, OLLÉON Laurent, ABATE Grégory, LASSENCE Alfred (de), « Acte anormal de gestion et intégration fiscale : quelles spécificités ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 395 (actes du 31<sup>ème</sup> colloque du CEFEP, 27 juin 2019, « Acte anormal de gestion »)

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Majoration de 40 % pour mauvaise foi (CGI, art. 1729, rédaction antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2006) : faisceau d'indices permettant à l'Administration de caractériser l'intention d'éluider l'impôt » (concl. sur CE, 7 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 423

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038566415&fastReqId=1240078201&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « QPC sur la procédure d'agrément préalable dans la cadre de la scission partielle d'une société établie en France ou dans un État tiers à l'Union européenne » (concl. sur CE, 16 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 419

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039104857&fastReqId=115834227&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Notion de vente au détail - Mise à disposition de surfaces de ventes par un grand magasin » (concl. sur CE, 12 avril 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 430

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038379515&fastReqId=504818639&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Notion de biens professionnels à la disposition du redevable » (concl. sur CE, 12 avril 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 431

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038379515&fastReqId=721712206&fastPos=1>

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « SICA : conditions pour le bénéfice de la réduction de moitié de la base à la taxe professionnelle et à la cotisation foncière des entreprises » (concl. sur CE, 7 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 432

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Le principal établissement est le lieu d'exercice de l'activité à titre principal » (concl. sur CE, 10 juillet 2019, avec la note de Aurélie RALKOS), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 433

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038759025&fastReqId=1294224549&fastPos=1>

● BOTTINI Fabien, « Entre vraie-fausse nouveauté et nouvelle forme d'externalisation de l'action publique, quel statut juridique pour les tiers-lieux ? », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 111

● BOUDET Jean-François, « La certification des comptes en France », in B. BAYENET, M. BOURGEOIS et P. RIOM (dir.), *Comptabilité publique, Etat des lieux et mise en œuvre dans les différentes entités belges*, Bruxelles, Larcier, 2019, p.655

● BOUDET Jean-François, Note sous CE, 29 mars 1946, *Caisse de Meurthe-et-Moselle* (affaire Stavisky), in *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, LGDJ, coll. Les Grandes Décisions, 2019, p. 229

● BOURGEON Nicolas, « Vie et mort de Ventôse (1) : les fondements d'un modèle pérenne », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 97

● BOUVIER Michel, « Donner un sens à l'impôt c'est donner un sens au politique » (éditorial), *RFFP*, n° 148, 2019, p. V

● BROUSSOLLE Yves, « Le développement des monnaies locales », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 4

● CALLOUD Ariane et VALETEAU Mathieu, « Possibilité d'application des conventions fiscales aux flux notionnels : une distinction tenue à opérer entre personnalité juridique et personnalité fiscale » (note sous CE, 10 juill. 2019), *JCP éd. E*, n° 43-44 (24 octobre 2019), n° 1488 ; voir aussi *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 408, avec concl. Karine CIAVALDINI

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038759042&fastReqId=1729369838&fastPos=1>

● CAMBY Jean-Pierre, « Qu'est-ce qu'un prélèvement sur recettes », *LPA*, 2019, n° 200 (7 octobre 2019), p. 10

● CAVALIER Georges, « Taxe GAFA et services financiers : l'exclusion ? », *Revue internationale des services financiers*, 2019, n° 3-4, p. 3

● CHARPENTIER Jérôme, « L'Union bancaire dans la gouvernance de l'Union économique et monétaire », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 167 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● CHATAIN Lise, « Éloge de la méthode : comment neutraliser la double imposition des résultats des sociétés de personnes ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 382

● CHESNEAU Laurent, « Extension de la période soumise à vérification par le rattachement des opérations et des déclarations visées par l'avis de vérification » (note sous CE, 19 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 3435

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038657055&fastReqId=1799083752&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Vérification de comptabilité et simple exploitation de documents comptables » (concl. sur CE, 9 mai 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 389

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038458566&fastReqId=160080891&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « L'activité de courtier en assurances est une activité d'entremise ayant un caractère commercial et non financier » (concl. sur CE, 9 mai 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 399

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038458572&fastReqId=1826308143&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Refus de renvoi d'une QPC portant sur les modalités de recouvrement du précompte mobilier CGI, art. 223 sexies, 1679 *ter* ancien » (concl. sur CE, 6 févr. 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 400

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038101473&fastReqId=307709761&fastPos=1>

● Collectif, Dossier « Le quasi-usufruit : aspects juridiques et fiscaux », *Ingénierie Patrimoniale*, n° 3 2019 (avec CHUPIN Sophie, DEBOISSY Florence, DELMAS SAINT HILAIRE Philippe, LIBCHABER Rémy, QUILICI Sandrine, WICKER Guillaume et ZILBERSTEIN Béatrix)

● COLLETTE Matthieu, « Finance durable et collectivités locales : du développement des obligations labellisées à la prise en compte des critères ESG dans l'analyse crédit », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 245



- CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Spectacles de corrida : application du taux normal de TVA sur la vente des billets » (concl. sur CE, 15 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 386

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038135379&fastReqId=163428646&fastPos=1>

- CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Demande d'intérêts moratoires et remboursement d'un crédit de TVA » (concl. sur CE, 15 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 387

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038135416&fastReqId=1851358790&fastPos=1>

- CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Abus de droit : le syndrome luxembourgeois » (concl. sur CE, 24 juillet 2019, avec la note de Olivier FOUQUET), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 388

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038815774&fastReqId=583014481&fastPos=1>

- CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Maintien de l'exonération d'IS des sociétés civiles de construction-vente en cas de réalisation d'opérations sur des terrains différents de ceux mentionnés dans les statuts » (concl. sur CE, 29 mai 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 406

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038530372&fastReqId=1859982102&fastPos=1>

- CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Exonération des salariés détachés à l'étranger prise en compte des congés dans la durée d'activité à l'étranger, y compris ceux placés sur un compte épargne temps » (concl. sur CE, 24 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 426

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038679151&fastReqId=1520771503&fastPos=1>

- CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Obligation d'inscription au bilan (CGI, art. 238 bis M) - Conformité à la Constitution de l'obligation d'inscription à l'actif des biens mis en commun » (concl. sur CE, 12 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 428

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038225018&fastReqId=894669894&fastPos=2>

- CYTERMANN Laurent, « Précisions sur les exonérations légales et de la doctrine administrative de la taxe sur les véhicules de société » (concl. sur CE, 8 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 416

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038135395&fastReqId=940585158&fastPos=1>

● CYTERMANN Laurent, « Investissements outre-mer (CGI, art. 199 undecies B) – Notion d’investissements productifs neufs » (concl. sur CE, 13 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 425

► Lien vers l’arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038227963&fastReqId=508568722&fastPos=1>

● CYTERMANN Laurent, « L’amendement Charasse (CGI, art. 223 B, al. 6) est applicable lorsque l’actionnaire contrôlant la société cédée exerce de concert avec d’autres actionnaires le contrôle de la société cessionnaire » (concl. sur CE, 15 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 429

► Lien vers l’arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038234555&fastReqId=647692768&fastPos=1>

● DAMAREY Stéphanie, « Le devenir du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 70

● DAMAREY Stéphanie, « Observations des chambres régionales des comptes et droit à rectification » (note sous CE, 24 avril 2019), *JCP éd. A.*, 2019, n° 40 (7 octobre 2019), n° 2247

► Lien vers l’arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038411733&fastReqId=1978461064&fastPos=2>

● DAMAREY Stéphanie, « Quel modèle de responsabilité pour les gestionnaires publics ? 1<sup>ère</sup> partie : le modèle français », Dalloz Actualité étudiant (site internet), Billet n° 22 du 7 octobre 2019 : <https://actu.dalloz-etudiant.fr/le-billet/article/quel-modele-de-responsabilite-pour-les-gestionnaires-publics-1ere-partie-le-modele-francais/h/d65daee2beef9f6ec67b181748c123f8.html>

● DAMAREY Stéphanie, « Il n’est plus permis que des cas de négligence manifeste dans l’emploi des fonds publics ne puissent pas être sanctionnés », *Le Monde Tribune*, 22 octobre 2019, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/10/22/il-n-est-plus-permis-que-des-cas-de-negligen-manifeste-dans-l-emploi-des-fonds-publics-ne-possent-pas-etre-sanctionnes\\_6016397\\_3232.html?fbclid=IwAR3rjB1j\\_qzU2hAX0yx8FbWjqrqSrKYPNMTdx2f35i7II19K\\_2OUYsKUBaU](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/10/22/il-n-est-plus-permis-que-des-cas-de-negligen-manifeste-dans-l-emploi-des-fonds-publics-ne-possent-pas-etre-sanctionnes_6016397_3232.html?fbclid=IwAR3rjB1j_qzU2hAX0yx8FbWjqrqSrKYPNMTdx2f35i7II19K_2OUYsKUBaU)

● DEFLINE Julien, « Le système fiscal français face aux réformes : essai de modélisation systémique de la fiscalité », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 53

● DELON-DESMOULIN Corinne, « Le citoyen, un contrôleur de la décision financière locale », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 67

● DEROUIN Philippe, « Plus-values d’échange d’actions : report ou sursis d’imposition, mêmes effets », *JCP éd. E*, n° 41 (10 octobre 2019), n° 1465

● DESCHEEMAEKER Christian, Les rapports de la Cour des comptes avant 1832 : avis de recherche », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 104

● DETRAZ Stéphane, « Un an de droit pénal fiscal et douanier », *Dr. pénal*, 2019, n° 10, p. 8

● DETRAZ Stéphane et DEZEUZE Eric (regards croisés), « Cumul des répressions pénale et fiscale : la Cour de cassation précise la portée des jurisprudences constitutionnelle et européenne en la



matière » (note sous Cass. crim., 11 septembre 2019), *JCP éd. G*, 2019, n° 43 (21 octobre 2019), n° 1086

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000039122789&fastReqId=1838365128&fastPos=1>

● DEVAUX Angélique, « Imposition sur la citoyenneté : *made in USA* », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 10, p. 14

● DUFOUR Anne-Claire, « La soutenabilité des dépenses sociales des départements », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 19

● DUTHEILLET de LAMOTHE Louis, « Comment fonctionne le régime des réserves que les comptables doivent émettre sur la gestion de leur prédécesseur ? » (concl. sur CE, 17 juin 2019, *Commune de Papeete*), *BJCL*, 2019, n° 7-8, p. 529

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038844566&fastReqId=1714618178&fastPos=1>

● FERNOUX Pierre, « Holding animatrice : le contrôle de fait passe la rampe... », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 407

● FERRAS Benjamin, « Les évolutions du financement de la protection sociale française : réforme ou contre-réforme, évolution ou révolution ? », *RDSS*, 2019, n° 5, p. 897

● FROMONT Louise, « “Croix de bois, croix de fer” : le Socle européen des droits sociaux, la promesse d’une gouvernance économique et sociale », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 247 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● GERMAIN Jérôme, Propos introductifs : « La gouvernance de l’UEM entre parlementarisation des choix et automatisation des règles : vers un gouvernement économique ? », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 37 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● GERMAIN Jérôme, « La proposition d’un ministre européen des Finances : garant de la discipline budgétaire ou impétrant à la relance conjoncturelle ? », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 273 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● GERMAIN Jérôme, « Synthèse : Quelles perspectives pour l’UEM ? », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 291 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● GRÉGOIRE Guillaume, « Le marché, instance disciplinaire des Etats dans le cadre de l’Union économique et monétaire : des théories économiques aux cadres juridiques », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 53 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● GIRARDI Jean-Luc, « Chronique de jurisprudence des juridictions financières 2018 », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 261

● GIRARDI Jean-Luc et ROCCA Pierre, « Chronique de jurisprudence financière : les chambres régionales et territoriales des comptes en 2019 », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 153

● GUIGUE Alexandre, « La discipline budgétaire au Royaume-Uni : une alternative au modèle européen », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 217 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

- GUIONNET MOALIC Claire et DUBOIS Marie, « Actifs numériques : avalanche de nouveaux dispositifs légaux », *JCP éd. N*, 2019, n° 43-44 (25 octobre 2019), n° 1300
- HANSEN Philippe S., « Les modalités de détermination des indemnités d'occupation sans titre du domaine public », *JCP éd. A*, 2019, n° 42 (21 octobre 2019), n° 2289
- HAUPTMANN Nicolas et PÉHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière », *AJDA*, 2019, p. 1929
- HASTINGS-MARCHADIER Antoinette, Propos introductif au colloque « Quel avenir pour les finances locales ? », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 3
- HELLERMANN Johannes, « Les propositions allemandes pour la réforme de la zone euro d'un point de vue juridique », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 227 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)
- HERNU Paul, « Pour une gouvernance et une régulation systémiques des finances des collectivités locales », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 16
- HOUSER Matthieu, « Les ambivalences du fédéralisme financier », *Politeia*, 2019, n° 35, p.43 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)
- HOUSER Matthieu, « De l'efficacité des mécanismes de péréquation départementale », *Gestion & Finances publiques*, n° 5, septembre-octobre 2019, p. 25
- HOUSER Matthieu, « Le financement de la transition numérique par les collectivités territoriales », in C. CHEVEILLEY-HIVER, M. HOUSER et A. MARCEAU (dir.), *Les collectivités territoriales à l'ère du numérique*, L'Harmattan, 2019, p. 75
- HOUSER Matthieu, « Le point sur... le financement de la compétence tourisme », *AJCT*, 2019, n° 10, p. 442
- ILJIC Anne, « Abandons de créance à caractère financier : constitutionnalité et conventionnalité de la loi mettant fin à leur déduction » (concl. sur CE, 7 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 385

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038566435&fastReqId=943796952&fastPos=1>

- ILJIC Anne, « Cotisation minimale (CGI, art. 1647 E ancien) - GIE gérant des conventions de réassurance conclues entre ses membres : prise en compte des primes d'assurance dans son chiffre d'affaires » (concl. sur CE, 13 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 405

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038135361&fastReqId=1052293273&fastPos=1>

- ILJIC Anne, « Refus de renvoi d'une QPC portant sur l'applicabilité de la pénalité pour abus de droit en cas de fraude à la loi commise avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (L. n° 2008-1443, 30 déc. 2008, art. 35, VI et IX) » (concl. sur CE, 8 février 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 410

● ILJIC Anne, « Indemnités versées à l'occasion de la rupture d'un contrat de travail : exonération de la part de l'indemnité transactionnelle assimilable à un licenciement sans cause réelle et sérieuse » (concl. sur CE, 7 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 413

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038566426&fastReqId=164954356&fastPos=1>

● ILJIC Anne, « QPC sur le plafonnement de la déductibilité des frais généraux encourus par les entreprises ayant leur siège social ou leur direction effective en dehors de la Nouvelle-Calédonie » (concl. sur CE, 4 oct. 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 420

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039184619&fastReqId=1714044367&fastPos=1>

● ILJIC Anne, « Refus de transmission d'une QPC relative à l'article 156, II, 1<sup>o</sup> ter du CGI en tant qu'il ne permet pas aux propriétaires d'immeubles situés sur un site inscrit en vertu de l'article L. 341-1 du Code de l'environnement de bénéficier de la même déduction de charges que les propriétaires d'immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire » (concl. sur CE, 27 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 421

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038698853&fastReqId=1306319679&fastPos=1>

● ILJIC Anne, « Refus de transmission d'une QPC relative à l'article 13 de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel » (concl. sur CE, 27 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 420

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038698858&fastReqId=786637242&fastPos=1>

● JACQUOT Nicolas et GUILLAND Nicolas, « Vers une balkanisation du contentieux fiscal ? Réflexions sur les nouveaux contours de l'office du juge pénal en matière de fraude fiscale », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 412

● JANORAY Olivier et EKUE Pascale, « La résidence fiscale : une nouvelle Odyssée. Épopée pour un renouvellement de la notion en matière de droits de donation et de succession », *Ingénierie Patrimoniale*, n° 3, 2019

● JANORAY Olivier, GRAJALES Alexis et DEMORTIERE Jean, « Sociétés holding patrimoniales étrangères : un avenir incertain », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 10, p. 9

● JOANNARD-LARDANT Emmanuel, LERAT Florence et VILLETTE Vincent, « La preuve de l'acte anormal de gestion : le droit et la pratique », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 394 (actes du 31<sup>ème</sup> colloque du CEFEP, 27 juin 2019, « Acte anormal de gestion »)

● JOLIVET Simon, « Des droits d'entrée dans les espaces naturels protégés : la fin d'un impensé ? », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 171

● KERNÉIS-CARDINET Mathilde, « Conditions de la portée des réserves émises par le comptable entrant sur la gestion de son prédécesseur » (note sous CE, 17 juin 2019), *JCP éd. A*, 2019, n° 42 (21 octobre 2019), n° 2280

● KOURALEVA-CAZALS Polina, COLLIN Pierre et COLLET Martin, « L'acte anormal de gestion : un champ d'application en évolution ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 393 (actes du 31<sup>ème</sup> colloque du CEFEP, 27 juin 2019, « Acte anormal de gestion »)

● LE CLAINCHE Michel, « Quarante ans de simplifications au ministère des finances », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 90

● LEI Maxime, « Les prélèvements sur recettes, agrément gouvernemental », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 143

● LE MENTEC Franck, « Blanchiment : nature de l'infraction et calcul de l'amende encourue (Cass. crim., 11 septembre 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 390

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000039122789&fastReqId=1804769861&fastPos=1>

● LEPRINCE Matthieu, « Solvanbilité et endettement des collectivités locales françaises. Un point de vue d'économiste », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 7

● LEROY Marc, « Quelle qualité de la décision financière des collectivités territoriales ? Une analyse de contenu des rapports d'observations définitives des CRC », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 209

● LEROY Marc, « Réflexion sur les instruments de la lutte contre l'évasion fiscale internationale (1) : la régulation internationale de l'évasion fiscale », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 5, p. 44 (à suivre dans le prochain numéro)

● LOCATELLI Franck, « Banque, siège & succursales étrangères : troubles de la personnalité, suite et fin ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 403

● LUBIN Jean-Jacques, « Vers une réforme de la fiscalité des successions et des donations ? », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 10, p. 3 et *JCP éd. N*, 2019, n° 40 (4 octobre 2019), n° 767

● MAITROT DE LA MOTTE Alexandre, « Les retenues à la source et le principe constitutionnel d'égalité : remarques sur la conformité contestable du c du paragraphe I de l'article 182 B du CGI aux droits et libertés que la Constitution garantit » (note sous Cons. const., 24 mai 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 409

● MARTUCCI Francesco, « Du mécanisme européen de stabilité au Fonds monétaire européen », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 235 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● MATTOS Olivier (de), « Impôts locaux 2019 des entreprises : mode d'emploi », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2019, n° 5, p. 4

● MONGOUACHON Claire, « Ordolibéralisme et discipline budgétaire européenne : forces et limites de l'analogie », *Politeia*, 2019, n° 35, p. 121 (actes du colloque de Metz du 5 octobre 2018 sur le gouvernement économique)

● MONNIER Jean-Marie, « L'espace des biens les formes de la gouvernance des relations économiques », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 131

● NAVARRE Françoise, « La soutenabilité des politiques d'investissement local », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 49

- NAYBERG Louis et VERGNET Nicolas, « Scission partielle et agrément préalable : une nouvelle « discrimination par ricochet » ? » (note sous CE, 16 septembre 2019), *JCP éd. E*, 2019, n° 40 (3 octobre 2019), n° 1449

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039104857&fastReqId=1358228811&fastPos=1>

- PANDO Annabelle, « Déclaration des comptes bancaires à l'étrangers : la notion de compte utilisé avant 2019 », *LPA*, 2019, n° 214 (25 octobre 2019), p. 4

- PANDO Annabelle, « ISF des non-résidents : l'exonération des placements financiers valait quel que soit le niveau de participation », *LPA*, 2019, n° 218 (31 octobre 2019), p. 4

- PICHET Eric, « L'avenir d'une illusion : l'impôt sur la fortune dans le monde en 2019 », *La revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 10, p. 20

- PIERRE Jean-Luc, « Actionnariat des salariés et « management packages » » (note sous CE, 24 juillet 2019, avec les concl. Anne ILJIC) », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 398

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038815878&fastReqId=1552599360&fastPos=1>

- POIRIER Roland, « Plus-value de cession d'apports de GFA : où en est-on ? », *Ingénierie Patrimoniale*, n° 3, 2019

- POIRIER Roland, « Management packages : conséquences de l'interposition d'une société de personnes non soumise à l'IS sur la requalification d'une plus-value sur titres en traitement et salaire » (note sous CE, 27 juin 2019, avec les concl. Anne ILJIC), *Ingénierie Patrimoniale*, n° 3, 2019

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038698849&fastReqId=1486713753&fastPos=1>

- PORTAL Eric, « La contractualisation financière Etat-grandes collectivités : quelles cibles visées ? Quels résultats peut-on en attendre ? », *BJCL*, 2019, n° 7-8, p. 499

- POUJADE Barnard, « Les collectivités territoriales et la restauration de la cathédrale Notre Dame », *Entertainment & Law*, 2019, n° 5, p. 299

- SAARILAHTI Ilkka, « Les innovations des procédures budgétaires de l'Union européenne-Seizième partie : Le budget de l'Union pour 2019 - Un quatrième échec de la procédure de conciliation budgétaire –III. Le nouveau projet de budget et l'accord sur le budget pour 2019 », *RUE*, 2019, n° 632, p. 588

- SAMIN Thierry et TORCK Stéphane, « Surveillance prudentielle directe par la BCE des établissements de crédit importants de la zone euro », *RD bancaire et fin.*, 2019, n° 5, commentaire n° 151, p. 28

- SAOUDI Messaoud, « Le projet lyonnais de « green city » ou le paradoxe vert », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 35

- SAURON Jean-Luc, « La nouvelle communication de la Commission européenne sur la récupération des aides d'État illégales et incompatibles : la Commission européenne a-t-elle vraiment les moyens de ses ambitions ? », JCP éd. A, 2019, n° 42 (21 octobre 2019), n° 2290
- SPINDLER Jacques, « Les finances publiques françaises et le *New Public Management* », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 83
- STERNENBERG Frédéric, « Le financement des opérations extérieures (OPEX) : un dispositif original et pragmatique pour couvrir des dépenses publiques singulières et incertaines », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 155
- TALLEFAIT Anthony, « Le citoyen, un acteur du financement local ? », *RFFP*, n° 148, 2019, p. 79
- TÉNIER Jacques, « Le Fonds Européen de Développement (FED) : l'instrument financier de soixante années de politique de coopération à destination des pays d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique (ACP) », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 5, p. 108
- THOMAS Etienne, « Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (juill./sept. 2019) », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 396
- VICTOR Romain, « Prélèvements sociaux sur les plus-values immobilières des non-résidents : annulation pour contrariété au règlement du 29 avril 2004 des commentaires publiés au BOFiP (BOI-RFPI-PVINR-20-20, 1<sup>er</sup> août 2018, § 80) » (concl. sur CE, 16 avril 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 384

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038396470&fastReqId=40401567&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Remboursement immédiat du CICE aux PME : dans le cas d'une entreprise de travail temporaire, les salariés intérimaires doivent être pris en compte dans le calcul de l'effectif » (concl. sur CE, 16 avril 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 404

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038384735&fastReqId=1790084743&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Responsabilité de l'État à raison de l'activité juridictionnelle : absence de violation du droit de l'Union européenne par la décision du Conseil d'État du 27 juillet 2005 » (concl. sur CE, 16 avril 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 411

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038384741&fastReqId=940657426&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Livraisons de médicaments par une clinique pour des traitements ambulatoires prescrits par des médecins exerçant en son sein : exonération sur le seul fondement de l'article 261, 4, 1° du CGI » (concl. CE, 4 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 415

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038551977&fastReqId=865878214&fastPos=1>



● VICTOR Romain, « Investissement en Corse : constitutionnalité de la condition de libération du Capital » (concl. CE, 16 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 434

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039104863&fastReqId=908019612&fastPos=1>

● WOLF Marc, « Une niche fiscale de l'entre-soi : le régime de l'indemnité des élus locaux » (chronique mise en ligne le 31 octobre 2019) :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2019/10/31/une-niche-fiscale-de-l-entre-soi-le-regime-de-l-indemnite-des-elus-locaux>

*Cette 26<sup>ème</sup> chronique publiée sur la plate-forme de "Alternatives économiques" examine les répercussions de la revalorisation des indemnités dans les communes rurales sur le régime fiscal prévu à l'article 81 du CGI.*

\*\*\*

► **Rapports, référés et observations définitives récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en octobre 2019) :

\* Rapport sur « Les transports express régionaux à l'heure de l'ouverture à la concurrence » (mis en ligne le 23 octobre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-transports-express-regionaux-lheure-de-louverture-la-concurrence>

\* « La Fondation Agir contre l'exclusion » (rapport mis en ligne le 17 octobre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-10/20191017-rapport-FACE.pdf>

\* Rapport annuel sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (mis en ligne le 8 octobre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/securite-sociale-2019>

--

\* « Les fins de carrière » (référé, mis en ligne le 10 octobre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-10/20191010-refere-S2019-1878-fins-de-carriere.pdf>

\* « La contribution de la France au Fonds vert pour le climat » (référé, mis en ligne le 9 octobre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-10/20191007-refere-2019-1866-contribution-France-fonds-vert-pour-climat.pdf>

Voir aussi dans la rubrique **Ouvrages** : CPO, *La fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique*, La documentation Française, (octobre) 2019, 225 p.

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en octobre 2019) :

\* *Journal de la Cour des comptes européenne*, 2019, n° 4 :

[https://www.eca.europa.eu/lists/ecadocuments/journal19\\_04/journal19\\_04.pdf](https://www.eca.europa.eu/lists/ecadocuments/journal19_04/journal19_04.pdf)

\* Rapport annuel sur les agences de l'UE relatif à l'exercice 2018 (mis en ligne le 15 octobre 2019) : [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AGENCIES\\_2018/AGENCIES\\_2018\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AGENCIES_2018/AGENCIES_2018_FR.pdf)

\* Rapport spécial 16/2019: Les comptes économiques européens de l'environnement pourraient être encore plus utiles aux responsables politiques (mis en ligne le 10 octobre 2019) : [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19\\_16/SR\\_EEEA\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_16/SR_EEEA_FR.pdf)

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne au mois d'octobre 2019) :

*Assemblée nationale*

\* Lien vers l'ensemble du dossier législatif LFSS 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/plfss\\_2020](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/plfss_2020)

\* Lien vers l'ensemble du dossier législatif LFI 2020 : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/loi\\_finances\\_2020](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/loi_finances_2020)

*Sénat*

\* « Transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) et création du prélèvement forfaitaire unique (PFU) : un premier bilan », Rapport d'information de MM. Vincent ÉBLÉ et Albéric de MONTGOLFIER, fait au nom de la commission des finances, n° 42, (2019-2020) - 9 octobre 2019 :

Tome 1 : <http://www.senat.fr/rap/r19-042-1/r19-042-11.pdf>

Tome 2 : <http://www.senat.fr/rap/r19-042-2/r19-042-21.pdf>

► **Parlement européen** (mis en ligne au mois d'octobre 2019)

\* [RAPPORT sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement \(CE\) n° 2012/2002 du Conseil afin de fournir une aide financière aux États membres en vue de faire face à la lourde charge financière occasionnée à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union sans accord](#) (20 octobre 2019)

\* [RAPPORT relatif à la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2020](#) (15 octobre 2019)

\* [RAPPORT relatif à la position du Conseil sur le projet de budget rectificatif n° 4/2019 de l'Union européenne pour l'exercice 2019 – Réduction des crédits d'engagement et de paiement en fonction des besoins actualisés en matière de dépenses et de l'actualisation des recettes \(ressources propres\)](#) (3 octobre 2019)

► **Ouvrages et articles** intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** aux mois d'octobre 2019 :

\* Article introuvable de Jacques MAGNET « La gestion de fait », *RFFP*, n° 66, 1999 : <http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jacques-magnet-la-gestion-de-fait-in-rffp-ndegree66-1999>

\* Article introuvable de Pierre BELTRAME « Les paradoxes des droits d'enregistrements », *RFFP*, n°42, 1993 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-pierre-beltrame-les-paradoxes-des-droits-denregistrements-in-rffp-ndegree42-1993>

\* Article introuvable de Daniel STRASSER « Les métamorphoses du budget général des communautés européennes : effets sur sa transparence », *RFFP*, n°40, 1992 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-daniel-strasser-les-metamorphoses-du-budget-general-des-communautes-europeennes-effets-sur-sa-transparence-in-rffp-ndegree40-1992>

\* Article introuvable de François HOLLANDE « Les droits d'enregistrement dans la fiscalité du patrimoine », *RFFP*, n°42, 1993 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-francois-hollande-les-droits-denregistrement-dans-la-fiscalite-du-patrimoine-in-rffp-ndegree42-1993>

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** (ou via Gallica) :

\* Gérard Pouradier, « À propos de l'argent public et de ceux qui le dilapident », l'Archipel, 1999 (mis en ligne le 17 octobre 2019) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1002495n?rk=21459;2>

► **Divers** :

**OCDE** :

\* *Making Dispute Resolution More Effective-MAP Peer Review Report, Colombia (Stage 1). Inclusive Framework on BEPS: Action 14*, octobre 2019, 62 p.

**FMI** :

\* Mesures budgétaires visant à freiner le changement climatique, 10 octobre 2019 :

<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2019/10/09/blog-fiscal-policies-to-curb-climate-change>

\* Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2019 :

<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2019/10/01/world-economic-outlook-october-2019>

\* Rapport sur la stabilité financière dans le monde, octobre 2019 :

<https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2019/10/01/global-financial-stability-report-october-2019>

\* Moniteur des finances publiques : Résumé - octobre 2019 :

<https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2019/09/12/fiscal-monitor-october-2019>

**Banque de France et BCE** :

*Bulletin de la Banque de France*, n° 225,

- article 5 (3 octobre 2019) :

<https://publications.banque-france.fr/opc-non-monetaires-francais-un-net-recul-des-encours-en-2018>

- article 6 (10 octobre 2019) :  
<https://publications.banque-france.fr/pourquoi-le-dynamisme-des-salaires-na-t-il-pas-fait-augmenter-linflation-en-zone-euro>
- article 7 (15 octobre 2019) :  
<https://publications.banque-france.fr/la-detention-par-les-non-residents-des-actions-des-societes-francaises-du-cac-40-la-fin-de-lannee-1>
- article 8 (25 octobre 2019) :  
<https://publications.banque-france.fr/changement-climatique-quels-risques-pour-le-secteur-financier-francais>

**AFT :**

*Bulletin mensuel*, n° 353, octobre 2019 :

[https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7\\_Publications/7.2\\_BM/BM\\_2019/353\\_Bulletin%20mensuel%20octobre%202019.pdf](https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2019/353_Bulletin%20mensuel%20octobre%202019.pdf)

## Année 2019

**Bulletin d'adhésion à la SFFP à retourner à l'adresse suivante :  
(ou alors adhésion en ligne comme indiqué en 1<sup>ère</sup> page de ce *Billet*)**

Société Française de Finances Publiques (SFFP)  
Université Savoie Mont Blanc  
Faculté de droit  
Boîte Postale 1104  
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) à l'ordre de la SFFP de :

- 30 euros**, pour une adhésion au tarif plein
- 15 euros**, pour une adhésion « Doctorant » (justification : photocopie de la carte étudiant)
- 7 euros**, pour une adhésion « Etudiant en Master » (justification : photocopie de la carte étudiant)

► **J'accepte/Je refuse** que mes prénom, nom, fonctions soit mentionnés dans un annuaire qui sera diffusé aux membres (cet annuaire ne comportera aucune coordonnée personnelle ou professionnelle).

► **J'accepte/Je refuse** que la SFFP communique mon email lorsque celui-ci lui sera demandé par un membre (exclusivement) de la SFFP.

Date et signature

Indiquez vos coordonnées :

**Nom :**

**Prénom :**

**Adresse personnelle :**

**Téléphone :**

**Email :**

**Fonctions :**

**Établissement** (*université, administration, entreprise*) :

---

Les **institutions, entités et personnes morales** peuvent adhérer pour **250 euros** ; une facture sera établie en renvoyant ce bulletin d'adhésion à la SFFP.

- Je souhaite recevoir une facture de **250 euros** pour l'adhésion 2019 à la SFFP.

**Institution/Entité/Personne morale :**

**Adresse :**

**Personne contact :**

**Email :**

Date et signature

**Publication de la SFFP**

Pour tout contact : [sffpmail@gmail.com](mailto:sffpmail@gmail.com)



@SFFP2017

**Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP**

**ISSN : 2608-5690**